

## 20.1 Commerce

Le redémarrage de l'activité du commerce se confirme en 2015. Ce mouvement est favorisé par l'augmentation de l'investissement des entreprises et par l'accélération de la consommation qui bénéficie de l'appréciation significative du pouvoir d'achat des ménages.

L'année 2015 est particulièrement favorable au **commerce et à la réparation automobile**, dont l'activité repart nettement à la hausse (+ 3,8 %), après plusieurs années difficiles. Cette bonne performance s'explique essentiellement par les ventes du commerce automobile. Les achats de voitures neuves progressent fortement en 2015 en France, comme dans l'ensemble des autres pays européens. Les constructeurs de groupes étrangers tirent davantage parti de l'expansion des ventes de véhicules neufs : leur part de marché atteint 45,8 %, soit 1,1 point de plus qu'en 2014. La baisse de l'activité d'entretien-réparation, à l'œuvre depuis 2009, est enrayée en 2015. Les ventes du commerce de détail d'équipements automobiles sont également en hausse.

En 2015, les ventes du **commerce de détail** et de **l'artisanat commercial** augmentent en volume (+ 1,8 %), à un rythme nettement plus marqué que les années précédentes. Elles sont favorisées par la progression significative du pouvoir d'achat des ménages. Les formes de ventes non alimentaires profitent particulièrement de cette amélioration (les magasins d'équipement de la maison, de culture-loisirs et d'autres équipements de la personne). En valeur, les ventes au détail progressent très faiblement, les prix des produits vendus au

détail continuant de se replier. Le commerce hors magasin est le secteur le plus dynamiquement (+ 3,3 % en volume) en raison du développement de la vente à distance.

Dans le **commerce de gros**, les ventes en volume continuent de progresser, mais à un rythme un peu moins soutenu qu'en 2014 (+ 1,3 %, après + 1,6 %). Les ventes du commerce de gros de biens domestiques et de produits alimentaires ralentissent, malgré la vigueur des échanges extérieurs. À l'inverse, la forte croissance de l'activité des intermédiaires s'amplifie encore en 2015. En outre, les ventes en gros de biens d'équipement se redressent, soutenues par le dynamisme des exportations aéronautiques et la bonne tenue des exportations de machines industrielles et agricoles et d'équipements électriques. Les ventes du commerce de produits agricoles bruts sont stables en volume et diminuent légèrement en valeur. La diminution des prix des marchandises vendues en gros se poursuit, mais elle est marginalement moins prononcée en 2015 qu'en 2014.

Dans ce contexte de reprise, l'emploi salarié dans les secteurs du commerce augmente entre fin 2014 et fin 2015, pour la première fois depuis 2011. Un peu plus de 3 millions de salariés travaillent dans le commerce hors artisanat commercial fin 2015, soit 19 % des salariés de l'ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles. Plus de la moitié d'entre eux exercent dans le commerce de détail et près d'un tiers dans le commerce de gros. ■

### Définitions

**Commerce de détail** : comprend les entreprises ou établissements dont l'activité principale consiste à vendre des marchandises, dans l'état où elles sont achetées, généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues.

**Commerce de gros** : comprend les entreprises ou établissements dont l'activité principale consiste à acheter et à entreposer des marchandises et à les vendre généralement à des détaillants, à des utilisateurs professionnels ou à des collectivités, voire à d'autres grossistes ou intermédiaires, et ce quelles que soient les quantités vendues.

**Artisanat commercial, commerce, commerce et réparation d'automobiles, grand magasin, hypermarché, supermarché** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « La situation du commerce en 2015 », *Document de travail* E2016/05, Insee, décembre 2016.
- « Créer une entreprise du commerce », *Insee Première* n° 1624, décembre 2016.
- « Le commerce en 2015 – L'activité accélère, les prix continuent de fléchir », *Insee Première* n° 1606, juillet 2016.
- « Le commerce de gros de produits alimentaires : en tête des ventes des grossistes », *Insee Focus* n° 58, avril 2016.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Parts de marché du commerce de détail selon la forme de vente

en % de la valeur TTC

	Produits alimentaires (hors tabac)		Produits non alimentaires	
	2014 (r)	2015 (p)	2014 (r)	2015 (p)
Alimentation spécialisée <sup>1</sup>	18,3	18,8	0,9	0,9
Boulangeries-pâtisseries	7,1	7,3		
Boucheries-charcuteries	4,9	4,8		
Autres magasins d'alim. spécialisée	6,3	6,7		
Petites surfaces d'alim. générale et magasins de produits surgelés	7,4	7,4		
Grandes surfaces d'alim. générale	65,5	65,5	16,6	15,7
dont : <i>supermarchés</i>	28,3	27,9	5,9	5,6
<i>hypermarchés</i>	36,4	36,8	10,3	9,7
Grands magasins et autres magasins non alim. non spécialisés	0,2	0,1	2,4	2,7
Magasins non alimentaires spécialisés (y c. pharmacies)	1,2	1,1	58,1	58,4
Carburant	0,3	0,2	4,4	4,0
Pharmacies <sup>2</sup>	0,3	0,3	11,7	11,8
Autres	0,6	0,6	42,1	42,7
Commerce hors magasin	5,8	5,7	5,1	5,3
Éventaire et marché	2,2	2,2	0,5	0,5
Vente à distance	2,2	2,1	4,2	4,3
Autres formes	1,4	1,4	0,4	0,5
<b>Commerce de détail et artisanat commercial</b>	<b>98,4</b>	<b>98,5</b>	<b>83,1</b>	<b>83,1</b>
Ventes au détail du com. automobile <sup>3</sup>	0,0	0,0	8,8	8,9
Autres ventes au détail <sup>4</sup>	1,6	1,5	8,1	8,0
<b>Ensemble des ventes au détail</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

1. Y c. artisanat commercial.

2. Pharmacies et commerces d'articles médicaux et orthopédiques.

3. Ne comprend pas les ventes et réparations automobiles, inclut seulement les ventes et réparations de motocycles et les ventes de produits liés à l'automobile.

4. Commerce de gros, prestataires de services et ventes directes des producteurs.

Note : l'activité de certaines grandes entreprises peut relever de plusieurs formes de vente : hypermarchés, supermarchés et petites surfaces d'alimentation.

Source : Insee, comptes du commerce - base 2010.

## Emploi salarié dans le commerce effectifs en milliers

Au 31 décembre	2000	2005 (r)	2015 (p)
Commerce et réparation automobiles	381	392	360
Commerce de gros	985	998	947
Commerce de détail <sup>1</sup>	1 491	1 607	1 718
<b>Total</b>	<b>2 857</b>	<b>2 997</b>	<b>3 025</b>

1. Hors activités de réparation.

Champ : France métropolitaine, hors artisanat commercial.

Source : Insee, estimations d'emploi.

## Activité commerciale selon le secteur d'activité

	Valeur en milliards d'euros		Évolution des ventes en volume en %	
	2015 (p)	14/13 (r)	15/14(p)	
<b>Commerce de détail<sup>1</sup></b>	<b>494,6</b>	<b>0,8</b>	<b>1,8</b>	
Alimentation spéc. et artisanat comm.	46,5	3,6	2,7	
Petites surf. d'alim. gén. et mag. de prod. surg.	15,6	1,2	2,9	
Grandes surfaces d'alim. générale	179,0	-0,7	0,1	
Grands mag. et autres mag. non alim. non spéc.	9,6	5,0	9,0	
Magasins non alim. spécialisés (y c. pharmacie)	213,8	0,7	2,4	
Carburants	13,8	-7,4	0,7	
Technologie de l'info. et de la comm.	8,7	7,4	8,0	
Équipement du foyer	47,6	-1,3	2,1	
Culture, loisirs	23,9	-2,9	3,2	
Autres comm. de détail en magasin spéc.	119,8	3,0	2,3	
Habillement-chaussures	36,6	2,1	-0,1	
Autres équip. de la personne	19,9	1,0	4,8	
Pharmacies, articles médicaux et orthop.	42,9	5,3	3,8	
Autres magasins spécialisés	20,3	1,4	0,9	
Commerce hors magasin	30,1	5,9	3,3	
<b>Comm. et réparation automobiles<sup>1</sup></b>	<b>109,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>3,8</b>	
Comm. de véhicules automobiles	76,9	0,4	4,7	
Entretien et réparation automobile	20,1	-5,0	2,5	
Comm. de gros d'équip. automobiles	1,3	4,5	0,4	
Comm. de détail d'équip. automobiles	8,3	2,2	1,8	
Comm. et réparation de motocycles	2,7	2,1	-3,4	
<b>Commerce de gros<sup>3</sup></b>	<b>606,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	
Produits agricoles bruts	62,2	0,3	-0,1	
Produits alim., de boissons et de tabac	130,3	5,8	0,6	
Biens domestiques	143,2	4,4	1,1	
Équipements de l'info. et de la comm.	41,0	2,9	-1,7	
Autres équipements industriels	83,2	-3,6	0,5	
Autres commerces de gros spécialisés	123,4	-4,7	0,8	
<b>Intermédiaires du commerce</b>	<b>121,5</b>	<b>4,0</b>	<b>4,4</b>	

1. Ventes de marchandises TTC.

2. Ventes de marchandises au détail y c. ventes de l'artisanat commercial : boulangeries, pâtisseries, charcuteries.

3. Ventes de marchandises HT ; y c. secteurs du commerce de gros de produits divers.

Note : répartition par secteur d'établissement pour le commerce de détail et le commerce et réparation d'automobiles, répartition par secteur d'entreprise pour le commerce de gros.

Source : Insee, comptes du commerce - base 2010.

## Chiffre d'affaires du commerce selon le secteur d'activité au sein de l'UE en 2015

en milliards d'euros

Pays	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Pays	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total
Allemagne	235,1	1 142,3	541,6	1 919,0	Lettonie	1,9	16,6	6,9	25,4
Autriche	31,4	139,7	63,2	234,3	Lituanie	2,8	19,2	9,4	31,4
Belgique	81,1	243,9	95,5	420,4	Luxembourg	3,5	64,8	37,7	106,1
Bulgarie	3,8	35,9	13,6	53,3	Malte <sup>2</sup>	0,4	4,2	2,2	6,9
Chypre	0,7	4,9	5,2	10,8	Pays-Bas	64,5	416,0	104,1	584,6
Croatie	2,8	14,2	12,6	29,5	Pologne	36,2	206,7	107,7	350,6
Danemark	20,4	99,2	43,1	162,8	Portugal	16,5	61,9	44,8	123,2
Espagne	69,7	400,9	211,1	681,8	Rép. tchèque	17,7	84,4	35,8	137,9
Estonie	2,6	12,6	6,2	21,4	Roumanie	8,4	58,3	38,0	104,7
Finlande	15,2	61,8	37,4	114,4	Royaume-Uni	250,3	1 119,0	519,0	1 888,4
<b>France</b>	<b>164,5</b>	<b>769,4</b>	<b>449,1</b>	<b>1 382,9</b>	Slovaquie	5,3	28,4	17,0	50,8
Grèce	7,0	62,6	47,0	116,7	Slovénie	4,6	13,1	12,1	29,9
Hongrie	10,3	46,0	27,7	84,0	Suède	42,4	157,4	75,5	275,3
Irlande <sup>1</sup>	8,2	62,1	33,4	103,8	<b>UE<sup>2</sup></b>	<b>1 090,6</b>	<b>5 967,5</b>	<b>2 765,3</b>	<b>9 823,4</b>
Italie	108,8	573,8	312,6	995,2					

1. Données 2012. 2. Données 2014. Note : données selon la Nace rév. 2.

Source : Eurostat.

## Avertissement

*Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France). Le terme République française concerne la France et les collectivités d'outre-mer.*

*Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.*

*Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.*

*Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.*

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

## Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème  
et de la double page

### 11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et  
en couleur sont  
définis plus bas ou  
dans la rubrique  
« Définitions »  
en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-  
page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page

Toutes les définitions  
sont regroupées dans la  
rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables  
gratuitement pour  
approfondir le sujet  
Adresses des sites  
Internet à retrouver dans  
la rubrique « Adresses  
utiles » en annexes

Après trois ans de ralentissement, la variation de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** devient nulle en moyenne annuelle entre 2014 et 2015, pour la première fois depuis soixante ans. Cette relative inertie masque des évolutions contraires avec, d'une part des baisses marquées comme les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés, et d'autre part des hausses de prix notamment dans les services et un renchérissement des produits alimentaires. De même, les tendances ont évolué en cours d'année : orienté à la baisse en début d'année (-0,4 % en janvier), le taux d'**inflation** mesuré par la variation sur un an en fin d'année de l'IPC se redresse pour s'établir à +0,2 % fin 2015. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France et dans l'ensemble de la zone euro. L'indicateur d'**inflation sous-jacente** qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales) augmente davantage en cours d'année, quant à lui, pour s'établir à +0,9 % fin 2015.

Engagée à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2014, la chute des produits pétroliers se poursuit en 2015. Comme en 2014, cette baisse est plus marquée pour les combustibles liquides (-17,6 % sur un an, fin 2015) que pour les carburants (-9,3 % pour le gazole, -6,7 % pour l'essence fin 2015), du fait des écarts de taxation sur ces produits. De même, les prix du gaz se contractent en 2015

#### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

- « En décembre 2015, le prix du pétrole chute à nouveau », *Informations rapides* n° 12, Insee, janvier 2016.
- « Indice des prix à la consommation – moyennes annuelles 2014 et 2015 », *Informations rapides* n° 6, Insee, janvier 2016.
- « Décembre 2015 – Le taux d'inflation annuel de la zone euro en hausse à 0,2 % », *Communiqué de presse* n° 12, Eurostat, janvier 2016.
- Indices et séries statistiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2017 - Insee Références

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

(-7,2 % fin 2015). *A contrario* ceux de l'électricité poursuivent leur hausse (+4,2 %).

En 2015, la baisse des prix des produits manufacturés se prolonge avec toutefois des évolutions assez différentes selon les produits. Ainsi, les reculs des prix des médicaments et des produits pharmaceutiques s'accroissent (-3,9 % fin 2015, après -2,9 % fin 2014), en raison des mesures de maîtrise des dépenses de santé. En outre, les prix des articles d'habillement et des chaussures se replient légèrement (-0,2 % fin 2015, contre +0,3 % fin 2014).

Même s'ils ont ralenti, les prix des services restent relativement dynamiques en 2015 (+1,2 % en moyenne, après +1,7 % en 2014, année au cours de laquelle ils avaient été tirés à la hausse par les relèvements de taux de TVA). En 2015, les loyers, pour la plupart indicés sur les évolutions de l'inflation, augmentent modérément. De plus, les prix des services de transport sont globalement en baisse. En revanche, les prix des services postaux accélèrent nettement en moyenne (+8,9 %, après +4,1 % en 2014) tandis que ceux des télécommunications se redressent (+0,6 %, après -0,1 %).

En 2015, les prix de l'alimentation augmentent en moyenne de 0,4 % (après un recul de 0,8 % en 2014) du fait du rebond des prix des produits frais (+5,3 % en moyenne en 2015, après -4,1 % l'année précédente). Hors produits frais, les prix de l'alimentation diminuent de 0,2 % en moyenne en 2015. ■

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2015

en %

Unité

Fonction de consommation	Évolution 15/14			Fonction de consommation	Évolution 15/14		
	Pondération <sup>1</sup> 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>		Pondération <sup>1</sup> 2015	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	Transport	1 504	-1,5	-1,1
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 801</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	Achats de véhicules	335	0,8	1,9
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 495	0,4	0,5	Utilisation de véhicules personnels	890	-3,0	-2,2
Produits alimentaires	1 360	0,5	0,6	Services de transport	279	0,9	-1,1
Boissons non alcoolisées	135	-0,5	-0,6	Communications	257	0,4	1,0
Boissons alcoolisées et tabac	367	0,6	0,6	Services postaux	18	8,9	8,8
Boissons alcoolisées	168	0,9	1,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	19	-11,3	-8,8
Tabac	199	0,3	0,3	Services de téléphonie et de télécopie	220	0,6	1,2
Habillement et chaussures	451	-0,9	-0,2	Loisirs et culture	792	0,2	0,9
Habillement	350	-1,2	-0,3	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	136	-4,3	-1,7
Chaussures y c. réparation	101	0,3	0,0	Autres biens durables (loisirs)	33	0,7	1,4
Logement, chauffage, éclairage	1 441	0,4	-0,2	Autres articles et equip. de loisirs	209	-0,1	0,7
Chauffage, éclairage	498	-0,6	-2,0	Services récréatifs et culturels	245	1,7	1,1
Meubles, équip. ménager, entretien maison	579	0,0	0,5	Presse, livres et papeterie	141	2,1	2,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	159	0,1	0,4	Voyages touristiques tout compris	28	1,2	5,4
Articles de ménage en textile	42	0,7	1,7	Éducation	23	1,5	1,2
Appareils ménagers	86	-1,5	-0,6	Hôtellerie, cafés, restaurants	797	1,4	1,6
Verre, vaisselle, ustensiles de ménage	63	0,2	1,4	Restauration et cafés	613	1,3	1,3
Outillage pour la maison et le jardin	56	0,6	0,2	Services d'hébergement	184	1,7	2,9
Entretien courant de l'habitation	173	0,1	0,6	Autres biens et services	1 286	1,2	1,2
Santé	1 008	-1,2	-1,4	Soins personnels	290	-0,2	0,1
Médicaments et produits pharmaceutiques	441	-3,4	-3,9	Effets personnels (non définis ailleurs)	115	0,8	1,0
Médecine non hospitalière	567	0,5	0,5	Protection sociale	434	1,6	1,4
				Assurances	250	2,6	2,9
				Services financiers	67	0,7	0,7
				Autres services	130	1,0	0,7

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.  
2. Évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Note : base 100 en 2015.  
Champ : ensemble des ménages.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

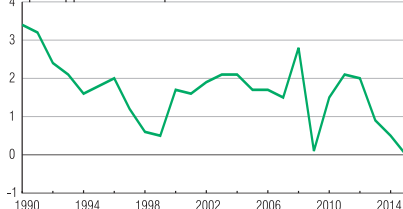
Hausses	15/14	Baisses	15/14
Pommes de terre	+ 9,4	Combustibles liquides	-17,6
Services postaux	+ 8,8	Gazole	-9,3
Fruits de mer surgelés	+ 7,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	-8,8
Poissons frais	+ 7,0	Sucre	-8,1
Fruits secs et fruits à coque	+ 5,8	Appareils photo et caméras	-7,3
Transport maritime de passagers	+ 5,5	Gaz	-7,2
Centres de vac., camping, auberges de jeunesse et héberg. similaires	+ 5,4	Transport combiné de passagers	-6,9
Forfaits touristiques	+ 5,4	Essence	-6,7
Fruits frais	+ 5,4	Produits pharmaceutiques	-4,9
Journaux et publications périodiques	+ 4,7	Transport aérien de passagers	-4,0

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2015

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. Cet indice est la moyenne arithmétique des douze indices mensuels.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2015

glissement annuel de déc. à déc. en %

	15/14	15/14	
Allemagne	0,2	Lettonie	0,4
Autriche	1,1	Lituanie	-0,2
Belgique	1,5	Luxembourg	0,9
Chypre	-0,6	Malte	1,3
Espagne	-0,1	Pays-Bas	0,5
Estonie	-0,2	Portugal	0,3
Finlande	-0,2	Slovaquie	-0,5
<b>France</b>	<b>0,3</b>	Slovénie	-0,6
Grèce	0,4	<b>Zone euro</b>	<b>0,2</b>
Irlande	0,2	<b>UE</b>	<b>0,2</b>
Italie	0,1		

Note : évolution de l'indice de décembre 2015 par rapport à l'indice de décembre 2014.  
Source : Eurostat.

Des données de cadrage européennes ou mondiales